

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19669 - 76ÈME ANNÉE

La pandémie de COVID-19 n'a pas fini de faire bouger les lignes

État d'urgence sanitaire à La Réunion, sortie de l'épidémie à Madagascar : qui est riche, qui est pauvre ?

La Réunion rebascule en état d'urgence sanitaire tandis que les autorités soulignent que la crise sanitaire est loin d'être terminée. Pendant ce temps à Madagascar, d'autres sujets que l'épidémie font la « une » de l'actualité car la COVID-19 a sérieusement reculé au point de rendre possible l'organisation des examens comme le CEPE, le BEPC et le Bac dans des salles d'examen. Qui est un pays riche ? Qui est un pays pauvre ? La pandémie de COVID-19 n'a pas fini de faire bouger les lignes.

En raison de la situation en France, La Réunion a basculé de nouveau dans l'état d'urgence sanitaire. Cette décision comporte une différence fondamentale avec le premier état d'urgence sanitaire décrété au mois de mars. Les masques sont devenus en effet un produit de grande consommation alors qu'ils n'étaient pas disponibles à l'arrivée de la première vague. C'est pourquoi à la différence du mois de mars, le confinement n'est pas imposé. Les masques en vente libre donnent l'impression d'avoir un « bouclier » contre les infections, ce qui rend acceptable la reprise totale de l'activité économique.

Dans le même temps, les informations sur l'évolution de l'épidémie

sont plus espacées. Le nombre de tests diminue à La Réunion, avec comme effet une baisse du nombre de cas recensés. La situation est donc très différente de celle de la France. Mais du fait de l'intégration de La Réunion à la République en tant que département français, l'état d'urgence sanitaire est également appliqué.

En faisant un premier bilan, force est de constater que la jeunesse a été lourdement touchée par les effets de la gestion du coronavirus par les autorités situées à Paris. Pour préparer le second tour des élections municipales, les écoles ont été les premières à rouvrir. Pas question pour Paris de reporter les examens à une date plus propice, beaucoup n'ont pas eu lieu. En conséquence, pour toute la France et aussi La Réunion, le bac 2020 est un « bac cocotier », amputé des épreuves les plus importantes qui doivent se dérouler dans une salle d'examen, et non pas en contrôle continu à posteriori.

Quant aux discours des autorités, ils montrent bien que la crise sanitaire est loin d'être finie. Cela signifie que cette question sera encore à la « une » de l'actualité au détriment d'autres qui ont des répercussions essentielles pour les Réunionnais, telles que le droit des Réunionnais à travailler à La

Réunion, la lutte contre la vie chère ou encore le manque de logements à un prix adapté aux revenus des Réunionnais.

Bac 2020 aujourd'hui à Madagascar

A moins de 1000 kilomètres de La Réunion, un Etat a annoncé depuis plus d'une semaine avoir presque vaincu le coronavirus. Il s'agit de Madagascar. Ceci se vérifie dans les sujets du journal télévisé. Le gouvernement malgache lutte depuis plusieurs semaines contre la crise alimentaire dans le Sud de la Grande île. Bavy Angélica Michelle, ministre de la Population, de la Protection sociale et de la Promotion de la femme, était en visite le 15 octobre dans une ville du Sud pour présenter un dispositif d'aide d'urgence. Il est à noter qu'aucune personne ne portait un masque, et que les distances de sécurité n'étaient pas à l'ordre du jour. Même constat dans un reportage diffusé hier dans le journal de la TVM, où la ministre et ses interlocuteurs ne portent pas de masque. Le port du masque était systématique dans tous les sujets du journal télévisé malgache depuis le mois de mars, même si le reportage ne portait pas sur la COVID-

19. L'orientation était alors de mobiliser la population pour que Madagascar puisse vaincre le coronavirus. L'orientation a changé, c'est donc que le coronavirus n'est plus la priorité. L'urgence, c'est la lutte contre la famine, mais aussi la jeunesse du pays.

Car à la différence de leurs homologues Réunionnais, les jeunes Malgaches ont eu droit à des examens, dans des salles d'examen.

Il y eut tout d'abord le CEPE, examen à la fin de l'école primaire. Les examens eurent d'abord lieu à Antananarivo et Antsiranana afin de roder le dispositif. Le retour positif a débouché sur l'organisation

du CEPE dans toutes les provinces. Puis, ce fut le tour du BEPC d'être organisé avec succès dans les collèges. Aujourd'hui, tous les jeunes Malgaches en dernière année de lycée vont passer les premières épreuves du baccalauréat, après avoir reçu hier les encouragements de la ministre de l'Enseignement supérieur. Ils ont donc l'assurance que leur Bac 2020 ne sera pas un « bac cocotier » comme en France ou à La Réunion.

Le monde change

Dans ces conditions, qui est riche ? Qui est pauvre ? Peut-on dire qu'un pays classé dans le G7 (groupe des 7 pays les plus riches du monde), incapable de maîtriser une épidémie et d'organiser des examens est-il riche ?

Peut-on dire qu'un Etat classé dans le groupe des « Pays les moins avancés », qui a mis au point un remède contre la COVID-19, qui a réussi à faire reculer l'épidémie et à organiser des examens est-il pauvre ?

La pandémie de COVID-19 n'a pas fini de faire bouger les lignes.

M.M.

COVID-19 : reconstruire en mettant fin à la pauvreté

Selon les dernières projections de la Banque mondiale, 110 à 150 millions de personnes supplémentaires auront basculé dans l'extrême pauvreté d'ici à 2021. Le comité du développement de la Banque mondiale appelle à « reconstruire en mieux et en plus solide ».

La pandémie de COVID-19 continue de ravager les pays : elle accable les systèmes de santé, perturbe la productivité, menace la sécurité alimentaire, multiplie les pertes d'emplois et fait baisser les revenus, particulièrement pour les plus pauvres. Elle est à l'origine de la plus forte contraction de l'économie mondiale depuis huit décennies : elle touche tous les pays, entraînant l'effondrement des investissements, du commerce international et des envois de fonds de l'étranger. La crise mondiale menace l'existence et les moyens de subsistance des populations les plus vulnérables, exacerbe les inégalités et détériore les perspectives de croissance économique à long terme. Elle exige de la communauté du développement une réponse exhaustive, robuste et d'envergure planétaire.

Tels sont les messages clés du Co-

mité du développement dans un communiqué publié à la clôture des Assemblées annuelles 2020 du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Le forum ministériel représentant les 189 pays membres des deux institutions s'est tenu cette année virtuellement en raison de la crise sanitaire.

Dans son allocution en séance plénière, le président du Groupe de la Banque mondiale David Malpass a souligné ces sujets d'inquiétude, en mettant en garde contre une pandémie qui « pourrait bien être à l'origine d'une décennie perdue », marquée par « une croissance faible, un effondrement de nombreux systèmes de santé et d'éducation et une nouvelle série de crises des dettes souveraines ».

Le Comité a félicité le Groupe de la Banque mondiale et le FMI pour la célérité et l'ampleur de leur riposte à la COVID-19 et prié instamment les deux institutions de continuer à travailler avec les pays membres, les secteurs public et privé, les partenaires de développement locaux et bilatéraux et les autres organisations internationales. Alors que plus de 100 pays bénéficient déjà des opérations menées par la BIRD, l'IDA, IFC et la MIGA, les gou-

verneurs ont pris acte des 45 milliards de dollars engagés par le Groupe de Banque mondiale au dernier trimestre de l'exercice 2020 pour faire face à la pandémie et de sa capacité à allouer jusqu'à 160 milliards de dollars d'ici à juin 2021. Ils ont aussi salué l'accent mis sur la santé, l'assistance sociale et l'économie, ainsi que sur des politiques, des institutions et des investissements qui seront déterminants pour une reprise résiliente, solidaire et durable. Et de rappeler que le Groupe de la Banque mondiale joue un rôle essentiel face aux principaux défis mondiaux.

Pour parvenir à accomplir sa mission — mettre fin à la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée — et apporter son soutien à la réalisation des objectifs de développement, la Banque doit impérativement aider les pays à « reconstruire en mieux et en plus solide », a souligné le Comité.

Dans son allocution, David Malpass a insisté sur les dimensions humaines de la crise : selon les dernières projections de la Banque mondiale, 110 à 150 millions de personnes supplémentaires auront basculé dans l'extrême pauvreté d'ici à 2021.

Edito

Le juste connaît ses assaillants

Lorsque les justes sont attaqués, leurs assaillants commettent immanquablement la même erreur : sous-estimer la réaction de leurs victimes.

Comme ils se savent coupables et impardonnables, ils n'envisagent qu'une seule solution pour sauver leur peau (et leurs intérêts corrompus) : l'élimination des justes par la terreur, la diffamation et la calomnie, le plus souvent lâchement dissimulés derrière les fumeroles de forces obscures.

La médiocrité de leur esprit leur laisse penser que, dans le confort du fauteuil spacieux de leur pouvoir éphémère, ils sont inébranlables ; et que ceux qu'ils ont floués impunément jusqu'à ce jour les craignent bien trop ou auraient bien trop à perdre pour oser les contester.

Le juste n'a rien à perdre. Il a déjà tout perdu. Il ne se bat que pour ce qu'il lui reste d'indestructible : son âme. Cela même qui fait défaut aux félons ; à ceux qui ont confondu une identité d'élus républicains avec une initiale commerciale ; à ceux qui ont financé terrain et appartement à compte commun ; à ceux qui se sont joués des actionnaires médiatiques.

Autant dire qu'avant de remuer la merde, ils devraient s'assurer d'avoir le cul propre ; à tout du moins, s'assurer de ne point être incommodés par les effluves nauséabonds de ce qu'ils sont en train d'agiter.

Toutes les écoles militaires enseignent l'importance de bien connaître son ennemi pour mésestimer la nature et la force de sa réaction à une attaque. Car, quelle que soit la forme, il y a toujours une réaction des victimes qui se battent justement. Le juste connaît très bien le pedigree de ses assaillants et de leurs sphères de complicité.

Philippe Yée Tchong Chi Kan

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Ot é

Promyé minis morisien i déklar dimansh 18 oktob : « Bann zanglé épi bann zamérikain sé in bann zipokrite ! »

Dimansh moin la lir dann bann zoinal morisien in nouvèl pou rapèl anou lo mové sor nout bann sèr épi frèr shagosiennes-shagosiens l'aprè sibi dopi bann zané 1970 kan bann zamérikain la domann bann zanglé, lé dé mèm konplis, ékspils lo pèp shagosien dopi shagos ziska Moris épi d'ot landroi ankor.

Dimansh bann réfiyé shagos la fé in rényonn travaye dann zot syèz bazé dann La Pointe o Sable. Rényon-la lavé konm bit, prépar in program pou sov Séga tambour shagosien.. Mi rapèl an passan, l'Unesco la mark séga tambour shafgosien konm patrimoine imatéryèl pou l'imanité. Konm koi la lite i kontinyé dsi lo plankiltirèl.

Tout lékip nout zami Ollivier Bancoult épi Ollivier li mèm lété la pou la séans travaye, lo group séga tambour la zoué pou lokazyon é l'avé galman plizyèr minis gouvèrnman morisien é pi promyé minis Pravind Jugnauth.

Promyé minis la déklar dann in priz parol : « Bann zanglé é bann zamérikain sé in bann zipokrite ». Avèk bann mo dir, li la dénons bann gouvèrnman i prézant azot konm défansèr bann droi imin é sa la pa anpèsh azot koup rasine bann shagosien avèk zot péi natal é mèm si zordi la kour zistis internasyonal La Haye la kondane la Grand Bretagn pou la violasyon lo droi internasyonal la dékolonizasyon, épi la violasyon lo droi bann shagosien kontinyé viv dan la pé dann zot péi natal.

Li la anjkouraj bann shagosien a kontinyé vanjé pou zot droi épi pa lèss diviz azot.

Ollivier son koté l'avé mète dsi son facebook lo kozman zot i pé lir anba la paz-la :
« Nou Kiltir, nou fierte. Nou invite tou nou ban frer ek ser Sagosien dan ene journee kiltirel dan centre Sagosien Marie Lisette Talate, Debarcadere Pointe aux sables de 10 er gramatin ziska 4 er tanto. Depi 10 Desam 2019 dan Colombie, UNESCO fine rekonet sega tambour Sagos kouma patrimoine mondiale ki bizin preserver. Dimanche 18 Oktob 2020. Animation Group Tambour Chagos ek oussi ban zen generation Sagosien. Vine passe ene bon moment avek nou lambianse nou ziles Sagos. Pou ena oussi ban plat tipikment Sagosien. Nou atane zot dimanche 18 Oktob 2020. »

La prèv la lite bann shagosien i kontinyé. El sar long sirman, mé a la finisyon nora la vik toir.

Justin